

MILITANT

mars 2020

prix 5 euros

MENSUEL

52ème année

N°724

ISSN 0026-3877

REVUE NATIONALISTE POUR LA DÉFENSE DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE ET EUROPÉENNE

MACRON ET SA " REFORME DES RETRAITES" :



L'IMPOSTURE DÉMOCRATIQUE MISE À NU

...SOMMAIRE :

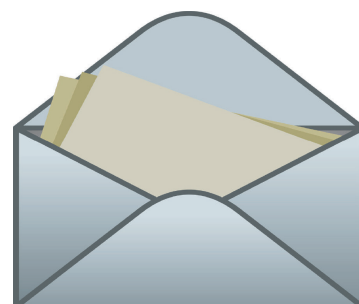
Le 49-3 et la faillite démocratique (MILITANT).....	page 3
La force de frappe nucléaire française au coeur des discussions (François PALAFITTES).....	pages 4 et 5
L'intelligence artificielle, ses avantages et ses dangers (André GANDILLON).....	pages 6 à 11
Un point sur le chamboulement des retraites (Emile MALLIEN).....	pages 12 et 13
L'extrême droite allemande et les attentats (Maurice GUFFROY)	pages 13 et 14
Le coronavirus, la peste du mondialisme ? (Albert FOEHR).....	Page 15
Le Poil à gratter.....	page 16

courrier des lecteurs

Dans le but de resserrer les liens avec nos lecteurs et bénéficier de leur expérience et de leurs observations, une rubrique "Courrier des lecteurs" a été créée.

Nous comptons sur votre participation. N'hésitez pas à nous écrire

La Rédaction



De M. Jean Poignard de Montreuil (93) :

Vous avez traité dans un intéressant dossier de la politique impérialiste d'Erdogan. Vous dites pertinemment en fin d'article que beaucoup va dépendre de sa capacité à agir prudemment en fonction des événements. A mon avis, de ce que je sais, le personnage devient de plus en plus mégalomane et il tend à se couper du réel, à n'écouter que sa voix intérieure. Sa manière de procéder à Idlib, sans tenir compte du rapport de forces avec la Russie, notamment, en donne une idée. Mais le personnage a de la ressource, surtout lorsque ses interlocuteurs agissent tels des débilés, à l'instar de Merkel. La nouvelle vague d'envahisseurs qu'il nous envoie, au titre d'un chantage que les Chinois sauraient très vite régler, va encore en donner la mesure.

Il a lancé une politique d'expansionnisme qui devrait lui survivre, la Turquie étant un pays en pleine expansion et qui, surtout a foi en son avenir, contrairement aux peuples d'Europe.

Je voudrais apporter ici un complément à propos de l'expansionnisme turc en Afrique, que vous avez à peine abordé.

La Turquie s'impose comme un acteur incontournable sur le continent africain, surtout depuis les dernières 15 années.

Ce renforcement de Turquie en Afrique ne repose pas seulement sur des accords économiques et commerciaux avec les pays africains mais aussi par son influence culturelle, intellectuelle.

Dans l'objectif de tisser des liens plus forts avec des pays et peuples africains, la Turquie a considérablement augmenté le nombre de ses représentations diplomatiques sur le continent (41 ambassades aujourd'hui contre 9 en 2003) tout en densifiant le réseau de la compagnie aérienne Turkish Airlines, qui dessert actuellement 53 villes africaines dans 35 pays.

Un autre relais important est sans aucun doute les actions de l'agence turque de coopération et de développement TIKA qui y possède actuellement 20 bureaux.

Pour développer les pays de la région, la Turquie aide la construction de mosquées, ouvre des écoles par le biais de la fondation Maarif, octroie des bourses aux étudiants africains et réalise des œuvres caritatives comme la construction d'hôpitaux.

Dans un tel contexte, la restauration du comptoir de Suakin, sur la mer Rouge - que vous avez mentionné - dont la Turquie a obtenu la jouissance à bail, s'avère importante puisque cette presqu'île était l'ancien fleuron de l'Empire ottoman en Mer Rouge et la restauration de son patrimoine architectural et historique remarquable (directement lié à l'histoire de la Turquie héritière de l'Empire ottoman) permettrait d'en faire une zone touristique et de transit à destination des pèlerins musulmans.

C'est l'un des outils qu'utilise Erdogan pour conquérir les cœurs et les esprits non seulement des Soudanais mais aussi de l'ensemble du monde musulman. Suakin permet de renforcer l'image et le prestige de la Turquie auprès des peuples musulmans qui sont aussi sollicités par les Emirats du Golfe, l'Arabie saoudite et l'Egypte qui voient d'un mauvais œil cet expansionnisme turc, surtout au Soudan, qui est leur voisin direct.

TARIFS ABONNEMENT : essai (6 mois renouvelable 1 fois) : 25 euros normal : 59euros renforcé : 82 euros
soutien : à partir de 160 euros plus de renseignements sur notre site : <http://www.revue-militant.fr/>
ou par courrier postal : Militant BP 154 75463 Paris cedex 10

MILITANT	Fondateurs :	Rédacteur en chef :
Revue nationaliste	Pierre BOUSQUET - Pierre PAUTY	A. GANDILLON
pour la Défense de l'identité	et Jean CASTRILLO	Responsable diffusion :
Française et Européenne		J. RIBAILLIER
Commission paritaire	Directeur de la publication :	Imprimé dans l'U.E.
N° 1010 G 87159	J-F SIMON	

Le 49-3 et la faillite démocratique

Le gouvernement Macron/ Philippe a eu recours à l'article 49-3 de la Constitution de 1958 pour faire adopter son projet de transformation du système de retraites.

Cette disposition constitutionnelle, utilisée 89 fois depuis 1958 auparavant, a initialement pour rôle moins de provoquer un « passage en force » que de resserrer la cohésion d'une majorité frondeuse. D'ailleurs, aucune motion de censure déposée à la suite du recours à cet article n'a été votée, sauf en 1962 à propos de l'élection du président au suffrage universel.

Toutefois, si l'usage de cet article a toujours provoqué des remous stigmatisant l'autoritarisme gouvernemental, il concernait généralement des sujets d'importance secondaire, en tout cas moindre que celui des retraites, qui touche toute l'architecture du système social français. Surtout, la cohésion politique et sociale de la France n'était pas effritée comme elle l'est toujours plus depuis plusieurs années.

L'autorité du pouvoir devient de moins en moins acceptée par une population qui voit d'année en année sa situation sociale se dégrader, tandis qu'une minorité apparaît comme de plus en plus bénéficiaire de l'évolution en cours. La crise des Gilets jaunes en est l'expression.

De fait, l'utilisation du 49-3 est perçue avec une acuité grandissante comme un moyen utilisé par un pouvoir acculé pour imposer sa volonté à des députés récalcitrants en coupant court à une discussion qu'il estime durer trop longtemps mais aussi, plus largement à l'ensemble d'une population majoritairement opposée à des projets gouvernementaux contenant des éléments de régression sociale décidés en conséquence de la soumission des Etats aux intérêts d'une super classe mondialiste qui est leur ennemie.

Bien sûr, le gouvernement a la légalité pour lui. Mais, dans un tel contexte, il n'a plus la légitimité pour agir ainsi. Déjà, sur un sujet aux conséquences plus limitées que pour les retraites, l'assurance-chômage, le gouvernement Valls avait en 2016 signé son arrêt de mort et avait achevé de discréditer Hollande. Actuellement, le projet de chamboulement du système de retraites réunit contre lui, certes pour diverses raisons, une très large majorité de la population et cela, d'autant plus qu'il a été présenté avec un amateurisme scandaleux, Macron, par ailleurs, se vantant d'être un amateur avec sa majorité, réaction qui ne peut que faire douter de l'état mental de ce petit monde !

Achever abruptement les discussions sur un sujet dont l'importance nécessite de prendre du temps est, plus qu'un acte d'autorité, un signe de faiblesse, de fragilité d'un pouvoir qui veut coute que coute arriver à ses fins, à savoir permettre d'abaisser à terme le montant des pensions de retraite, ce que tout le monde a plus ou moins compris.

Dans cette affaire, nous percevons plus que jamais la fracture entre la grande majorité du peuple français et une minorité qui s'en est détachée. C'est là, plus que jamais qu'il est possible de ressentir, de comprendre combien leur démocratie - présentée comme le gouvernement du peuple par le peuple - est un leurre.

En effet, tout gouvernement digne de ce nom n'est autre que le mandataire de son peuple et respire au même rythme que lui, parce que, tout simplement, il en sert le bien commun et parce que, ce faisant, il agit avec justesse, sachant expliquer au peuple les motifs de sa politique, notamment ceux qui justifient tel ou tel effort et demandent au peuple d'éventuels sacrifices. Dans ce cas, le peuple comprend et accepte.

Présentement, ce n'est pas le cas. L'actuel gouvernement - mais nous pouvons en dire autant de la plupart de ceux des Etats voisins - ne sert pas le bien commun national et la population le ressent, le vit, le sait. En France, plus qu'ailleurs peut-être, l'oligarchie politico-médiatique qui occupe les postes de direction, affaiblit et détruit le pays. Des parties entières du territoire sont délaissées,

l'invasion migratoire devient de plus en plus prégnante et pressante alors que le pouvoir privilégie celle-ci au détriment des naturels Français, l'économie se désindustrialise tandis que les finances du pays sont passées sous la coupe des intérêts privés de la banque et de la finance mondialisées.

Les fondements culturels et religieux de la France ne sont pas défendus, mais plus encore, niés. Il n'y a pas de culture française » a dit Macron et le peuple sent confusément qu'il est plus important pour les présidents de la République d'assister au dîner du CRIF, magistère de fait de la France avec les loges maçonniques, que de fêter Noël, Pâques ou le 15 août, pourtant fête nationale traditionnelle de la France depuis Louis XIII.

Dès lors qu'un tel pouvoir ne sert plus le peuple, il cesse d'être respecté, estimé et par suite la désobéissance s'insinue progressivement et naturellement au sein de la population.

En France, où depuis 1789, la démocratie organique, qui assure la liberté des corps intermédiaires, a disparu au profit d'une démocratie inorganique en créant une société atomisée d'individus présumés sans liens familiaux et sociaux, le phénomène est aggravé par les règles de fonctionnement du régime. Le recours au référendum, tant à l'échelon national que local n'existe pas et supprime toute respiration démocratique. Le scrutin majoritaire à deux tours prive de représentation parlementaire d'importantes fractions de la population, tout simplement parce qu'elles dérangent les partis régimistes dits de gouvernement et font comprendre au peuple soit disant souverain qu'il n'est qu'un élément de décor. Il est injuste qu'un mouvement comme le Front National, travesti en RN, avec 20 % des voix, n'ait que 6 députés alors que les communistes, avec 4 % des voix en ont quinze.

Le recours au 49-3 va donc enfoncer un coin supplémentaire dans un régime en état de faillite - Fillon le disait déjà en 1987 - et une société où, d'un côté se trouve l'immense majorité du peuple, et oligarchie minoritaire et parasite.

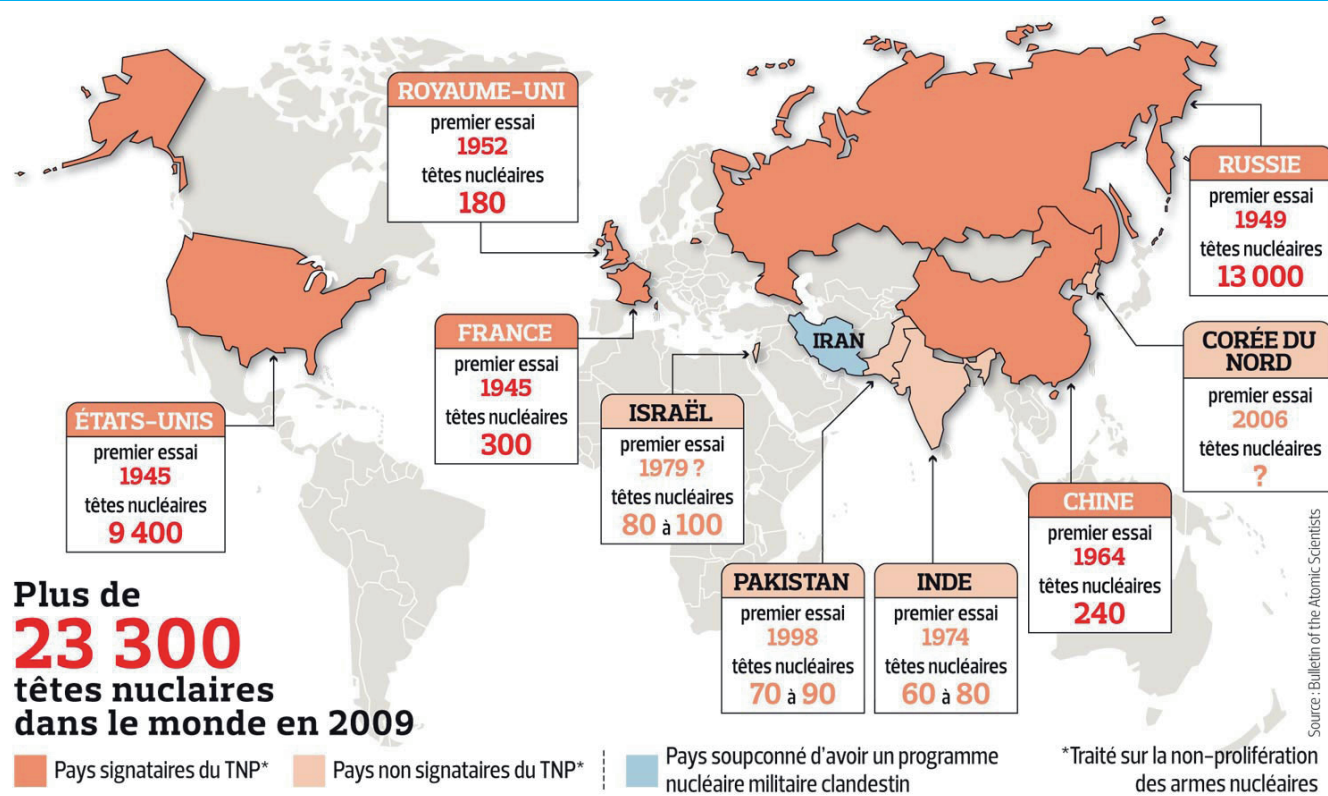
Mais il est vrai que leur République n'en a cure. C'est un Etat idéologique et non pas un Etat national, enraciné, émanant des tréfonds de la nation alors organisée en vue d'accomplissement de son destin. Nous comprenons mieux son comportement si nous citons cette phrase de Robespierre, le 5 février 1794 à la Convention « *Le gouvernement de la révolution est le despotisme de la liberté contre la tyrannie* » : leur république étant par nature le bien, elle doit s'imposer par tout moyen à ceux qui la contestent et qui incarnent le mal. Propos auto justificatif, tautologique mais qui autorise le pire.

Progressivement, l'imposture démocratique se révèle à un nombre croissant de Français qui peinent à se s'extraire de l'endocritinisme reçu à l'école et à travers les media depuis des générations. L'un des rôles des nationalistes consiste à former ces personnes pour structurer leur intelligence politique.

Pour le salut de notre pays, et plus largement de l'Europe carolingienne, en premier lieu, car tout se tient, il est urgent de mettre fin au despotisme de cette « liberté » creuse et absolutisée, qui s'est substituée aux libertés, multiples et bien réelles celles-là. Certes, nous savons que la république gouverne mal mais se défend bien. Toutefois, il arrive un moment où la situation est tellement fragilisée que l'édifice peut s'effondrer en peu de temps. Les causes de manquent pas : juste exaspération des Français, crise économique qui, tôt ou tard se produira tant l'économie internationale est viciée, crise ethnique, crise pandémique.

D'un jour à l'autre, l'ordre en place peut basculer à tel point que ce qui est unimaginable aujourd'hui sera demain réalité, à notre grande surprise. C'est pour cela que les nationalistes doivent se préparer à cette échéance, comme si celle-ci devait arriver à court terme.

La force de frappe nucléaire française au cœur des discussions



« Notre force de dissuasion nucléaire demeure, en ultime recours, la clé de voûte de notre sécurité et la garantie de nos intérêts vitaux », a expliqué vendredi 14 février 2020 à l'Ecole de guerre le président de leur République Emmanuel Macron. Il ne souhaite pas désarmer la France, ni diluer les forces de dissuasion dans l'OTAN. En revanche, il aspire à un débat des Européens sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans la sécurité collective de l'Europe...

Obnubilé par l'image de De Gaulle et son discours à l'Ecole de Guerre sur la création de la « force de frappe », Emmanuel Macron s'est placé dans les pas de son déjà lointain prédécesseur pour réaffirmer l'intangibilité de l'arme nucléaire, qui reste au cœur de la stratégie de défense de la France. « Notre force de dissuasion nucléaire demeure, en ultime recours, la clé de voûte de notre sécurité et la garantie de nos intérêts vitaux, a déclaré l'actuel occupant de l'Elysée. Aujourd'hui comme hier, elle garantit notre indépendance, notre liberté d'appréciation, de décision et d'action. Elle interdit à l'adversaire de miser sur le succès de l'escalade, de l'intimidation ou du chantage ».

Malgré une fausse approche « conservatrice », Macron, rattrapé par son tropisme européiste, a souhaité que se développe « un dialogue stratégique » avec les « partenaires

européens qui y sont prêts sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective », rien que ça !

Pourquoi ? « Soyons clairs : les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne », a-t-il estimé. Faudra-t-il mourir encore pour un autre ?

Mais que veut-il exactement ? Sachant que le sujet est explosif, il a joué la prudence en appelant simplement les Européens à avoir « un dialogue stratégique » sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans la sécurité de l'Europe.

Est-ce un premier pas qui en amènera d'autres ou une tactique pour faire accepter l'arme nucléaire par ses partenaires européens ? Ou bien les deux ? Nous devons nous méfier des idéologues européistes, dont il est un représentant. En tout cas, Emmanuel Macron a une certitude : « notre indépendance de décision est pleinement compatible avec une solidarité inébranlable à l'égard de nos partenaires européens. Notre engagement pour leur sécurité et leur défense est l'expression naturelle de notre solidarité toujours plus étroite ».

Selon Emmanuel Macron donc, « nos forces nucléaires renforcent la sécurité de l'Europe par leur existence même et à cet égard ont une dimension authentiquement européenne ». Pour autant, quatre Etats d'Europe ont

également aujourd'hui la capacité d'emporter des armes nucléaires de l'OTAN avec leurs avions de combat. Ces pays sont très attachés à poursuivre cette mission, ce qui conditionne en réalité fortement les capacités aériennes qu'ils cherchent à acquérir. Des pays avec lesquels la France devrait avoir plus de facilité à entamer un tel dialogue stratégique.

Pas question de diluer la dissuasion française dans l'OTAN mais ...

Pour Emmanuel Macron, la force de frappe ne se partage pas avec l'OTAN même si les forces nucléaires françaises contribuent « évidemment de manière significative au renforcement global de la dissuasion de l'Alliance atlantique, aux côtés des forces britanniques et américaines ». Mais « la France ne participe pas aux mécanismes de planification nucléaire de l'Alliance et n'y participera pas plus à l'avenir ». En revanche, il a expliqué que la France « continuera à nourrir la réflexion de niveau politique visant à renforcer la culture nucléaire de l'Alliance ».

CERCLE FRANCO HISPANIQUE
 4 bis rue Caillaux
 75019 Paris
cfh.grimaldi@free.fr

Pas question d'un désarmement unilatéral

Cependant, il a affirmé que la France n'enclenchera pas un désarmement nucléaire de façon unilatérale. Ce que regrettent déjà les pacifistes mais qui est pourtant frappé au coin du bon sens dans un monde plus que jamais dangereux et complexe. « Face à un environnement international dégradé », a-t-il souligné. Les promoteurs d'une abolition, qui attaquent la légitimité même de la dissuasion nucléaire, connaissent parfaitement la faiblesse des pouvoirs européens face à la pression médiatique.

Ne soyons pas naïfs : un décrochage de la France, dont l'arsenal (moins de 300 têtes nucléaires) ne peut être comparé à celui des Etats-Unis ou de la Russie (qui en ont plusieurs milliers), n'aurait pas le moindre effet d'entraînement sur les autres puissances nucléaires. Dans le même esprit, la France n'adhérera pas à un traité d'interdiction des armes nucléaires. Ce traité ne créera aucune obligation nouvelle pour la France, ni pour l'Etat, ni pour les acteurs publics ou privés sur son territoire.

La riposte, pas l'attaque

La doctrine française sur la dissuasion nucléaire est et a toujours été strictement défensive. La France a toujours refusé que l'arme nucléaire puisse être considérée comme une arme de bataille. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui des Etats-Unis. Toutefois, si d'aventure un pays venait à remettre en cause la liberté de la France et envisageait de s'en prendre à nos intérêts vitaux, celui-ci doit savoir que nos forces nucléaires sont capables d'infliger des dommages sur ses centres de pouvoir névralgiques, politiques, économiques, et militaires. Il est vrai que c'est une des responsabilités ultimes de la fonction présidentielle.

Avec quel armement ?

Actuellement la France peut s'appuyer au quotidien sur les deux composantes de ses forces nucléaires, qui sont complémentaires, les forces océaniques et aéroportées. La France a décidé de moderniser sa dissuasion nucléaire dans le cadre de la loi de programmation militaire (LPM) en consacrant un budget d'environ 25 Mds € sur la période 2019-2023. La composante aéroportée pourrait à partir de 2035 mettre en œuvre un missile hypersonique emporté par un avion de combat, un porteur lourd ou un drone furtif.



Le Suffren

Le format de notre dissuasion nucléaire reste un des derniers fleurons technologiques français. La France se doit de garder une technologie progressive, par ses deux composantes, qu'il faudra toujours moderniser sans prendre de retard. En amont et en préventif, la collecte d'informations par satellites, radars, aéronefs et bâtiments ne doit pas être négligée. Après un premier avertissement, aucun fou n'aura envie de goûter aux effets d'un seul SNLE (Sous-marin nucléaire lanceur d'engins), qui lancerait l'ensemble ses missiles. Même si chacune des têtes n'embarquait que 5 ogives sur les 10 possibles. 8000 kT (100 x 5 x 16), soit plus de 500 fois la puissance délivrée sur Hiroshima (~15 kT). Saupoudré sur les plus grandes agglomérations d'un agresseur, ce menu serait totalement indigeste. Encore plus pour les populations supérieures à la nôtre qui auraient bien plus à perdre.

Donc, aucun Etat ne tentera de cibler directement l'Hexagone. Le problème serait une frappe sur une des nations faibles de l'U.E., pour opérer un chantage à la dissuasion sur le reste de l'E.U., pour couvrir une annexion, ou bloquer une contre-attaque de l'OTAN. Pour la Chine, par exemple, la France devrait clairement définir une stratégie en Outre-mer, en s'en donnant les moyens afin qu'elle n'imagine même pas, qu'un jour elle puisse dépasser les bornes, déjà dans le domaine conventionnel, sans craindre une réplique insupportable. Restent les alliés hors U.E. qui pourraient demander l'appui de la France s'ils étaient agressés.

Des propos inquiétants

Toutefois, revenons sur les propos qu'il a tenus sur un dialogue stratégique. Ils sont inquiétants. Ainsi, a-t-il déclaré : « Je souhaite que se développe un dialogue stratégique avec nos partenaires européens qui y sont prêts sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective. Les partenaires européens qui souhaitent s'engager sur cette voie pourront être associés aux exercices des forces françaises de dissuasion ». Les volontaires pour ce dialogue

enverraient-ils des observateurs, voire des forces ? Rien n'est encore déterminé, tant le projet en est à ses balbutiements. Mais c'est entrouvrir la porte à un danger majeur : faire participer quelque Etat d'Europe à l'arme nucléaire française conduit à vider celle-ci de sa substance puisque ce qui en fait la force, c'est que la décision revient à la France, seule juge de ses intérêts vitaux.

C'est là le point inquiétant. Plus encore, c'est une faute. Car la force de frappe nucléaire repose sur le principe qu'un Etat ne définit pas par avance ses intérêts vitaux, en est le seul juge et est déterminé à agir en conséquence s'ils sont menacés. Or, à partir du moment où l'on fait des exercices d'alerte nucléaire avec ses alliés, ceux-ci vont d'une manière ou d'une autre vouloir influencer, voire intervenir dans la décision de l'emploi de l'arme nucléaire : pour être efficace, crédible, la décision doit appartenir à un seul et elle est dissuasive en elle-même car il faut que l'ennemi sache que la décision sera rapide, sans appel, déterminée, prise par un dirigeant soucieux de l'intérêt de son seul pays. Une telle situation calme immédiatement le jeu - l'atome rend sage, disait le général Gallois - ce qui n'est pas le cas si, d'une manière ou d'une autre, aussi peu soit-elle, le centre de décision est dilué, altéré. C'est ruiner la crédibilité de la dissuasion. Macron, qui est un agent du mondialisme occupant le poste de chef de leur république, est de ce point de vue suspect.

Aussi, en dépit de toutes les assurances données, ce discours ne peut qu'éveiller notre vigilance, d'autant plus qu'un autre sujet se profile : le devenir du siège de la France au Conseil de Sécurité de l'ONU, que d'aucuns souhaiteraient voir transformé en un siège « européen », les Allemands étant parmi les voix qui s'élèvent le plus. Merkel n'a-t-elle pas déclaré, le 11 mars 2019 que le siège français avait vocation « à réunir les voix européennes au Conseil de sécurité de l'ONU », ce qui signifie que le siège de la France est voué à disparaître dans une telle optique ?

François PALAFITTES

**COURRIER
DU
CONTINENT
case postale 141
CH-3960 Sierre (Suisse)**

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SES AVANTAGES ET SES DANGERS

L'intelligence artificielle (IA) est l'une des grandes affaires de notre époque. C'est en quelque sorte, une nouvelle phase de révolution industrielle. Utilisant les techniques de l'informatique, elle s'immisce dans tous les secteurs d'activité, automobile avec la voiture autonome, aéronautique, médecine, enseignement, finance. L'IA, c'est la reconnaissance d'image, la traduction automatique, la voiture autonome, les diagnostics médicaux, la détection des fraudes, l'identification des pièces d'équipement défectueuses, des robots intelligents, par exemple.

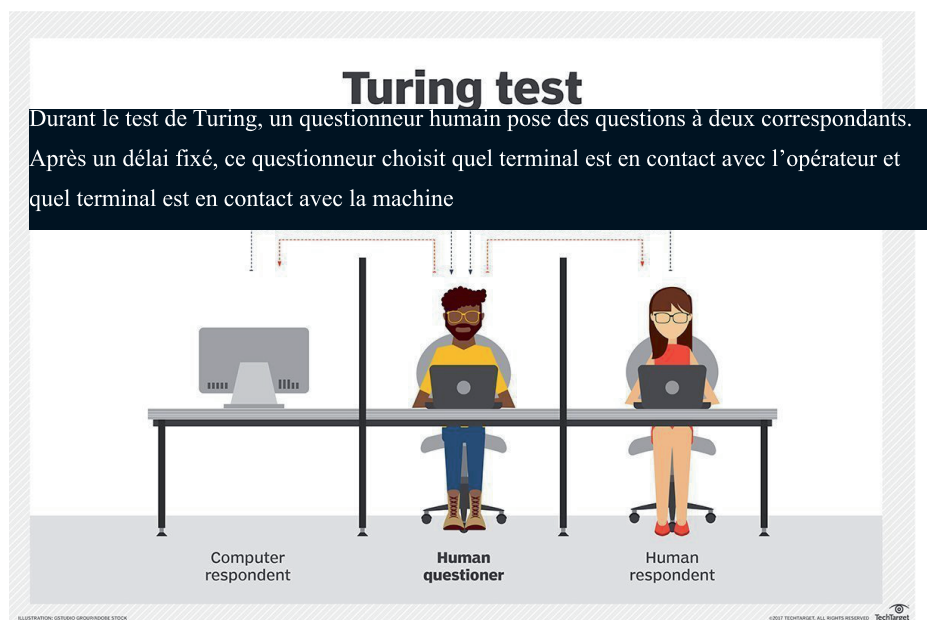
Qu'elle nous inquiète ou non, l'IA façonne notre avenir et celui des entreprises. Mais de quoi s'agit-il en réalité ? De quels savoirs provient-elle ? Que permet-elle ? Quelles implications entraîne-t-elle dans la vie sociétale ? Les uns la parent de toutes les vertus ; d'autres y voient le vecteur d'un avenir apocalyptique. Débroussailler le sujet est d'importance.

Qu'est-ce que l'IA ?

Tout d'abord, qu'entend-on par IA ? Nous pouvons la définir comme l'ensemble des théories et des techniques développant des programmes informatiques complexes capables de simuler des fonctions de l'intelligence humaine, de la compléter et de l'aider. Il s'agit de concevoir sur des machines des répliques des mécanismes de l'esprit humain.

Les acteurs majeurs de la discipline confirment que l'on est encore bien loin du but. Toutes les formes prises par l'IA souffrent des mêmes lacunes : hyperspécialisation, absence d'autonomie, incapacité à manipuler du sens et à créer une représentation du monde. Le fait que ces limites se manifestent depuis les travaux des pionniers dans les années 1960 donne le sentiment que la discipline stagne. Tel l'horizon fuyant au fur et à mesure que l'on avance, celui d'une intelligence universelle échappe aux chercheurs à chaque fois qu'ils croient l'atteindre. Malgré de stupéfiantes performances, rien ne permet d'écarter la possibilité que nous soyons bien loin d'une IA universelle.

Depuis des siècles, les hommes ont rêvé de l'homme artificiel, et donc d'une intelligence artificielle. Hobbes, dans le Léviathan, parle d'un homme



artificiel, énonçant cet aphorisme qui est justement à la base de l'IA selon lequel la raison, ce n'est que le calcul (chap. V, p. 38, éd. Sirey) : « Penser, c'est calculer ». Leibniz envisage la mécanisation de la pensée. Au XX^e siècle, Kurt Gödel montrera qu'il est possible de coder des démonstrations à partir des nombres entiers, établissant un parallèle entre ce qui est démontrable et ce qui est calculable.

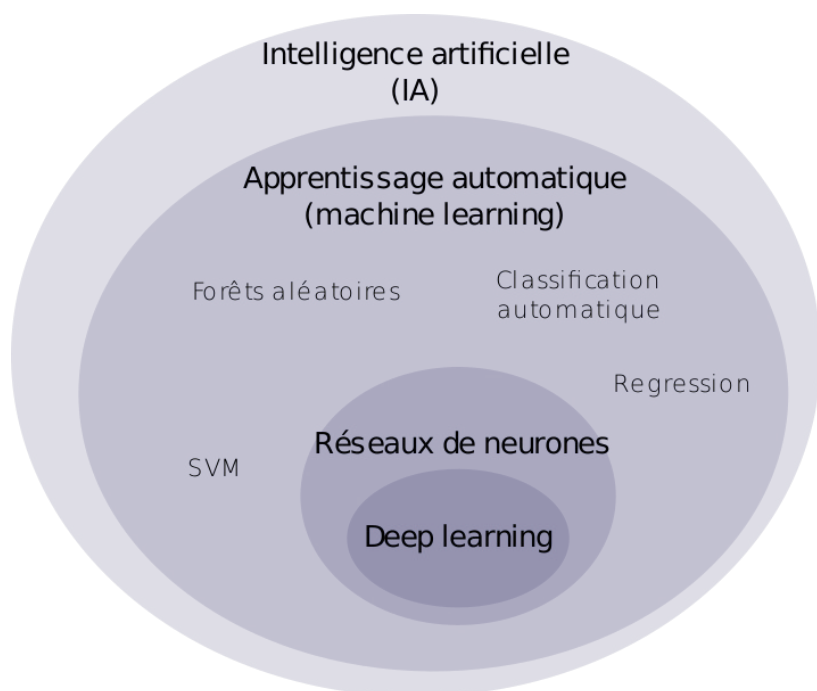
Le pas décisif fut franchi en 1950 par Alan Turing, par ailleurs connu pour avoir déchiffré le système de codage allemand durant la deuxième guerre mondiale, dans son article relatif à ce qu'on appelle aujourd'hui la « machine de Turing ». Demeurée à l'état de description, cette « machine » décrit un objet mathématique au comportement imprévisible, même si ses règles de fonctionnement sont définies. Il pense que si cette machine - qui n'est rien d'autre qu'une machine à calculer - ne peut être tel le cerveau de l'homme, elle a un potentiel d'action infini et qu'ainsi elle pourra égaler l'intelligence humaine. A terme, d'ailleurs, cette « machine », en s'élevant en degrés de complexité, doit parvenir à imiter l'homme. Il expose ce que l'on appelle le « test de Turing » : un évaluateur humain est chargé de juger une conversation textuelle entre un humain et une machine. L'évaluateur sait que l'un des deux participants est une machine, mais ne sait pas lequel. S'il n'est pas en mesure de discerner l'homme de la machine après 5 minutes de conversation, la machine a passé le test avec succès. Le test ne mesure pas

la capacité d'une machine à répondre correctement à une question, mais à quel point ses réponses ressemblent à celles que fournirait un humain.

Actuellement aucune machine n'a réussi ce test d'indiscernabilité. Mais il y a des applications spectaculaires. Google peut répondre à quelque interlocuteur de manière presque naturelle. Alexa, l'interface vocale d'Amazon, trompe des enfants qui se trouvent confrontés à celle-ci dès leur plus jeune âge. Et si le fonctionnement de ces algorithmes (cf. ci-après) est loin d'être aujourd'hui parfait, il s'améliore chaque jour et cela de mieux en mieux. Le fait est qu'il existe des machines qui réalisent plus d'opérations qu'un cerveau humain avec une fiabilité sans pareille dans la mesure où ces machines sont débarrassées du « sujet », à savoir l'homme dont la rationalité est faite certes de raisonnements, mais aussi d'émotions, de préjugés, de présupposés qui peuvent entacher son jugement.

C'est là d'ailleurs le nœud de l'IA : si celle-ci est plus fiable que l'intelligence humaine, du moins sur des sujets précis. Par conséquent, l'homme est naturellement tenté de s'en remettre à celle-ci dans la prise de décision, dans la réalisation de choix, même au-delà du domaine concerné, et cela en abandonnant tout discernement.

Le développement de l'IA vise certes à augmenter la puissance de l'homme et ses capacités d'action, mais aussi, et pour y parvenir plus sûrement, corriger les « défauts » de l'intelligence humaine, faite d'émotions, d'une multitude de processus irrationnels rendant celle-ci



imprédictible et imprévisible, et plus encore de parvenir à réaliser des opérations inaccessibles à l'intelligence humaine.

C'est poser de manière implicite le postulat que l'intelligence humaine est inférieure à l'IA et que celle-ci, au fil du temps, va donner pleinement les potentialités qu'elle recèle, corriger l'intelligence de l'homme et, par un mouvement glissant, s'imposer à elle. Bref, nous sommes face à une nouvelle version du Golem.

Il sera objecté néanmoins que, cette IA ayant été engendrée par l'homme, il en résulte deux conséquences : d'une part, si l'homme l'a créée, il peut intervenir sur elle et la maîtriser ; d'autre part, fruit de la création humaine, elle repose sur des « faiblesses » propres à l'intelligence humaine et est donc, dès l'origine entachée d'un certain nombre de limites conceptuelles dont il faut tenir compte et se préserver.

Ces deux points nécessitent une réflexion approfondie car ils engagent l'avenir de nos sociétés, à la fois, par les comportements que l'homme va en retirer, et par l'impact organisationnel que cette IA va induire, tout cela se déroulant dans un mouvement qui va modifier sans cesse et parfois avec une succession de phases très rapide, les comportements et les organisations.

Ce n'est pas tout. Surtout, l'édifice de l'IA repose sur les algorithmes, à savoir des sortes de martingales mathématiques permettant de résoudre des problèmes définis. Par exemple, un algorithme simple est le fameux PGCD que nous avons appris au collège. De même, les systèmes APB et Post bac qui affectent les bacheliers à l'université sont régis par

des algorithmes. Tout dépend alors de ce que leurs concepteurs vont « mettre dedans », c'est-à-dire des postulats, des principes qui sont à la base de la conception d'un algorithme. En toute chose, les résultats à venir, tout aléatoire qu'ils soient, dépendent de l'intention première qui en a orienté le chemin, l'histoire.

Toutefois, avant d'aborder ces questions fondamentales, il importe de décrire comment se développe cette IA.

L'émergence commerciale de l'IA

L'IA repose sur un certain nombre de présupposés qu'il importe d'énoncer. La réduction de la pensée au calcul, en une succession de phases modélisables et que les programmes informatiques permettent de développer et de réaliser ; la fabrication par l'homme d'objets au comportement imprévisible ; une pensée extra humaine, détachée du concept de sujet et par suite une rationalité différente et concurrente de celle de l'homme. A travers l'informatique, l'IA repose d'ailleurs sur une logique binaire et non plus sur du calcul différentiel ou infinitésimal.

Par ailleurs, Turing a aussi influencé la pensée cybernétique sans laquelle l'IA ne serait pas ce qu'elle est. Ce courant de pensée, étudiant les mécanismes d'information et les systèmes complexes, lancé par Norbert Wiener en 1947, assez oublié aujourd'hui, a eu pourtant des conséquences d'une grande importance, notamment avec le concept de boucle de « feedback », c'est-à-dire l'existence d'un système qui s'adapte en vue d'atteindre un objectif donné, en s'enrichissant de ses erreurs auxquelles il s'adapte. C'est ce que l'on appelle

actuellement une « boucle de rétroaction positive », qui est à l'origine des systèmes auto-apprenants utilisés par l'IA.

L'IA peut être séparée en deux groupes : l'IA symbolique qui repose sur une modélisation préalable du processus cognitif que l'on veut faire répliquer par une machine ; l'IA connectiviste qui se fonde sur la modélisation analogue aux réseaux de neurones. Jusque dans les années 1980, les résultats ont été décevants. Mais l'explosion des données disponibles à partir des années 2000 jointe à l'augmentation rapide de la puissance des ordinateurs et à la diffusion des ordinateurs personnels, permet à l'IA connectiviste de progresser à pas de géant, alors qu'il avait fallu auparavant près de trente ans pour passer des premiers algorithmes d'apprentissage profond à leur reconnaissance en tant que systèmes de grande efficacité par la communauté scientifique.

Le développement de l'Internet et des smartphones a permis l'émergence rapide des Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui ont fait leur miel du développement exponentiel des réseaux sociaux puis de l'économie de plateforme (Uber, Airbnb ...), tandis qu'en Asie, la Chine en faisait de même avec des sociétés comme Alibaba, Tencent, Baidu. (Précisons qu'en économie, une plateforme est un intermédiaire qui crée un marché. Par extension, une plateforme est aussi un intermédiaire qui met en relation des utilisateurs et exploite des données laissées par ces derniers, autrement dit, essentiellement leurs comportements).

Ces groupes, qui n'ont pas encore le quart de siècle d'existence, sauront collecter et stocker des millions de données et créer des technologies qui vont développer cette IA. Les méthodes d'IA vont être développées en remettant en avant les réseaux de neurones (neural network), à savoir des systèmes informatiques s'inspirant du fonctionnement du cerveau humain pour apprendre.

L'ensemble des techniques d'apprentissage statistique, ces modèles statistiques auto apprenants, les « machine learning », nourries de myriades de données vont se développer sous leur impulsion, et par conséquent les techniques de « deep learning », (voir encadré) celles-ci se différenciant des premières par le fait qu'elles s'appuient sur des structures non linéaires, (voir encadré) leur permettant de reconnaître des structures très complexes comme les textes, les images.

Ce faisant, bien que le « deep learning » n'ait en lui-même qu'un lointain rapport à l'intelligence humaine, son succès étant du seulement par empirisme à son efficacité, il finit par entrer en concurrence avec l'intelligence humaine, comme nous le verrons bientôt.

Les Gafam ont été les premiers à exploiter la puissance du machine learning, sur lesquels sont établis les algorithmes de recommandation de Netflix, Amazon, Google qui permettent de sélectionner les offres proposées aux internautes.

Pourtant, ne nous leurrions pas : les processus utilisés sur lesquels repose le développement actuel de l'IA sont des éléments en faible nombre par rapport à l'ensemble du champ de l'IA. Il s'agit avant tout de procédés s'appliquant dans des domaines limités, de champ étroit, dans lesquels effectivement ils obtiennent des résultats spectaculaires, allant dépasser l'homme, comme dans le jeu d'échec ou le jeu de go alors que ce jeu chinois est réputé comme d'une complexité impénétrable (cet échec de l'homme face à la machine, en 2016, a d'ailleurs aiguillonné la volonté chinoise de pousser la recherche en IA). Nous sommes loin de machines anthropomorphes concurrençant l'homme et le dépassant.

Les Gafam ont construit leur succès sur les algorithmes qui ont utilisé le cercle vertueux (pour eux) de la multiplication des données laissées par les utilisateurs, les algorithmes se nourrissant par apprentissage statistique de toutes les données accumulées. L'utilisation des plateformes accélère le phénomène.

Investissant en force dans le deep learning, ils développent ainsi leurs moyens ; leurs affaires étant d'une grande rentabilité, ils attirent d'autres investissements. Ainsi, 100 000 personnes travaillent sur l'automobile autonome et les résultats obtenus sont déjà très spectaculaires. Des sommes considérables sont investies pour faire progresser ces techniques dans tous les domaines possibles et les salaires sont élevés (en moyenne de l'ordre de 120 000 \$ par an).

Dans un rapport « Future of artificial Intelligence » réalisé en partenariat avec IBM en 2018, le Hub Institute indique que les montants levés par les startups spécialisées en IA ont été multipliés par trois entre 2010 et 2016 : les investissements sont passés de 600 millions à 1,8 milliards de dollars. Mais ce sont les startups américaines qui se taillent la part du lion avec 62% des investissements du secteur, contre 3%

Le deep learning ou « apprentissage profond » est un type d'IA dérivé du machine learning (apprentissage automatique) où la machine est capable d'apprendre par elle-même, contrairement à la programmation où elle se contente d'exécuter à la lettre des règles prédéterminées. Il s'appuie sur un réseau de neurones artificiels s'inspirant du cerveau humain. Ce réseau est composé de dizaines voire de centaines de « couches » de neurones, chacune recevant et interprétant les informations de la couche précédente.

A chaque étape, les « mauvaises » réponses sont éliminées et renvoyées vers les niveaux en amont pour ajuster le modèle mathématique. Au fur et à mesure, le programme réorganise les informations en blocs plus complexes. Les données premières sont essentielles : plus le système accumule d'expériences, plus il sera performant.

Le deep Learning est notamment utilisé en matière de : reconnaissance d'image, traduction automatique, voiture autonome, diagnostic médical, recommandations personnalisées, prédiction financière et trading automatisé, identification de pièces défectueuses, détection de fraudes, aérospatiale, robotique.

Les structures de données linéaires organisent ces données dans une séquence (série d'éléments mis et traités les uns à la suite des autres) et suivent une sorte d'ordre. Alors que les structures de données non linéaires n'organisent pas les données de manière séquentielle. Leur structure est à plusieurs niveaux, alors que les structures linéaires sont à un seul niveau.

pour la France, par exemple. Toutefois, il est à noter qu'en 2019, pour la première fois, les start-up - jeunes pousses - françaises spécialisées en IA ont attiré plus de capitaux que leurs homologues britanniques ou israéliennes, historiquement en pointe. Elles ont (selon France Digitale) levé plus de un milliard d'euros pour l'année 2019, la France étant ainsi le deuxième pays qui compte le plus de start-up travaillant sur l'IA en Europe. Notons qu'historiquement, la France a toujours été à la pointe de l'innovation, que ce soit au XVIII^e siècle, au XIX^e siècle (locomotives, électricité), au XX^e siècle (automobile, aviation). Seules les pesanteurs fiscales et réglementaires nous desservent gravement.

Cela dit, le marché mondial de l'IA est dominé par deux grands pôles : les GAFAM qui s'opposent aux BATX, leurs équivalents chinois.

Pour les grandes multinationales, la bataille de l'IA se joue aussi sur le terrain des acquisitions d'entreprises. Depuis 2012, plus de 200 startups ont été rachetées par les géants américains du secteur. Les Etats d'Europe sont en retard et doivent mener rapidement un effort d'importance s'ils ne veulent pas être irrémédiablement distancés.

Le but recherché est celui de l'automatisation croissante. On veut remplacer les hommes dans le maximum de tâches qu'ils effectuent. C'est la continuité de l'histoire du monde et de la révolution industrielle et originellement de la révolution du néolithique. La question majeure qui se pose alors est de savoir si la grande relève de l'homme par la machine, qui jusqu'à présent a été compensée par l'apparition de nouveaux emplois en

nombre suffisant, ne va pas provoquer la mise au chômage de millions de personnes dont le travail sera devenu inutile et pour lesquels aucune autre tâche ne sera proposée. Les conséquences sociales qui en résulteraient ne manqueraient pas de poser de graves problèmes politiques et financiers, dont nous devons dès à présent nous préoccuper.

Le secteur privé domine en Occident

La caractéristique de la situation présente, dans le monde occidental, est que cette recherche est uniquement d'ordre privé et est concentrée sur un oligopole de cinq ou six sociétés. Les Etats n'ayant pas rapidement compris les enjeux de la collecte et de la maîtrise de ces données, ce sont des sociétés comme Google et Facebook qui s'en sont emparées et ont ainsi pu construire leur puissance actuelle.

En outre, les firmes comme Amazon, (AWS), Google (Google Cloud), Microsoft (Azure) détiennent une sorte de quasi monopole de la gestion des infrastructure de stockage à distance et d'exploitation des données de l'IA, ce qu'on appelle le « Cloud » - par ailleurs très énergétivore, ce qui n'inquiète pas les « écolos ». Ainsi 90 % du chiffre d'affaire d'Amazon provient de cette activité, la vente des produits

LECTURES FRANCAISES

www.lectures-francaises.info

DPF VAD

BP 700001

86190 Chiré en Montreuil

marchandises, qui a fait son succès originel, apparaissant ici comme secondaire. Elles détiennent de fait un pouvoir extraordinaire sur les entreprises qui, pour rester compétitives, ont besoin d'utiliser l'IA, et par conséquent sur les Etats qui, d'une certaine manière se trouvent dépossédés de leur souveraineté, s'ils n'y prennent garde, un rapport de force s'établissant entre eux et ces sociétés privées, menaçant leur souveraineté.

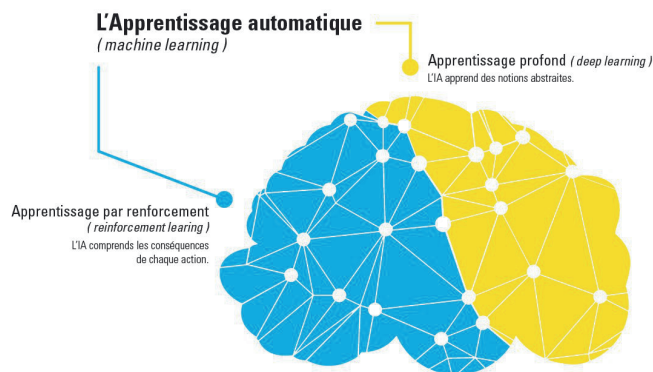
Seule la Chine (avec Alibaba) a su établir la mainmise de l'Etat sur ce domaine. Cependant, les Etats occidentaux ont compris qu'ils devaient se préoccuper de la question, au moins dans le domaine militaire. L'Etat fédéral états-unien investit massivement dans le domaine mais l'interdépendance avec le secteur privé est grande ; par exemple, la société Boston Dynamics, qui fabriquait des robots pour l'armée américaine a été rachetée par Google.

En France, le gouvernement Macron / Philippe s'est emparé du sujet qui a donné lieu au Rapport Villani en 2018, afin de « tracer une feuille de route » à la France en matière d'IA. En 2019, a été mise en place une Cellule de Coordination de l'Intelligence Artificielle de Défense (CClAD), « chargée d'animer les actions ministérielles en faveur de l'IA », tandis que la Loi de programmation militaire a prévu une enveloppe de 700 millions d'euros sur 5 ans pour développer le secteur.

En février 2020, la Commission de Bruxelles a présenté un « Livre blanc sur l'intelligence artificielle » accompagné d'une stratégie sur les données informatiques - les data - qui sont la matière première de cette IA. En effet, ce sont ces données, travaillées par des algorithmes sur une longue durée qui permettent de la faire exister. Elles sont constituées des informations engendrées par l'activité économique, notamment les entreprises, et dont le volume double environ tous les 18 mois.

Partant du constat qu'elle est la première puissance industrielle du monde, avant la Chine et les Etats-Unis, et dispose par conséquent d'un volume de données à exploiter plus grand que celui de ses concurrents, l'U.E. veut créer un « marché unique » de ces données, les data, cela d'autant plus qu'en matière de données publiques, elle bénéficie de la place des Etats dans les sociétés européennes dans les secteurs de la santé, de l'énergie, des transports etc. Pour cela, l'U.E. prévoit d'harmoniser et encadrer l'accès aux informations, encourager le partage des données

Qu'est ce que le machine learning ?



lorsque cela est possible, mais aussi de développer les infrastructures, notamment avec l'installation de mini serveurs au pied des antennes 5G à même de traiter ces data, former l'indispensable personnel qualifié. Il reste à observer comment tout cela va se mettre en place et avec quelle efficacité.

Quels développements ?

Cela précisé, nous sommes actuellement en présence d'une « IA faible » et non pas d'une « IA forte », puisque ces techniques d'IA se rapportent à des tâches bien spécifiques et non pas des tâches multiples. Mais nous ne pouvons pas exclure qu'une « IA forte » émerge à plus ou moins brève échéance, le progrès technique étant imprévisible, non linéaire. Dans ce cas, un danger pourrait venir de ce que l'on mette au point de systèmes alimentés par des sources auto renouvelables et par suite très difficiles à arrêter ...

Jugeons de l'expérience récente. Voici 30 ans, nombre de commentateurs étaient fort dubitatifs quant à la capacité d'une machine à traduire un texte : nous y sommes depuis quelques temps déjà. Nous devons être prudents en termes de prédiction, la science progressant par des bons qualitatifs imprévisibles.

L'IA apporte un fait nouveau, d'importance majeure : c'est le domaine des capacités cognitives qui est atteint par l'automatisation. Auparavant seule était concernée l'exécution de tâches matérielles. Avant on remplaçait l'homme comme machine matérielle. Aujourd'hui c'est en tant que machine intellectuelle. Ce sont les services qui sont touchés par ces progrès techniques, de plein fouet. Des activités comme la comptabilité vont être transformées.

Jusqu'à présent l'informatique programait les ordinateurs de manière déterministe : l'homme confiait des tâches à l'ordinateur parce qu'il va plus vite que lui. Avec l'apprentissage

profond, nous changeons de nature : on conditionne un réseau de neurones, c'est-à-dire un ensemble d'éléments électroniques qui vont interagir. Certes, il faut les paramétrer, autrement dit établir la manière ils vont se connecter, mais il s'agit d'une approche non déterministe. Le réseau ainsi créé va s'étalonner lui-même. Il faut « l'éduquer », lui montrer ce qui est bien et ce qui est faux. Le programme va s'étalonner lui-même au fur et à mesure qu'on l'aura guidé. Cela donne des résultats spectaculaires comme la reconnaissance d'image, de voix, performances maintenant courantes.

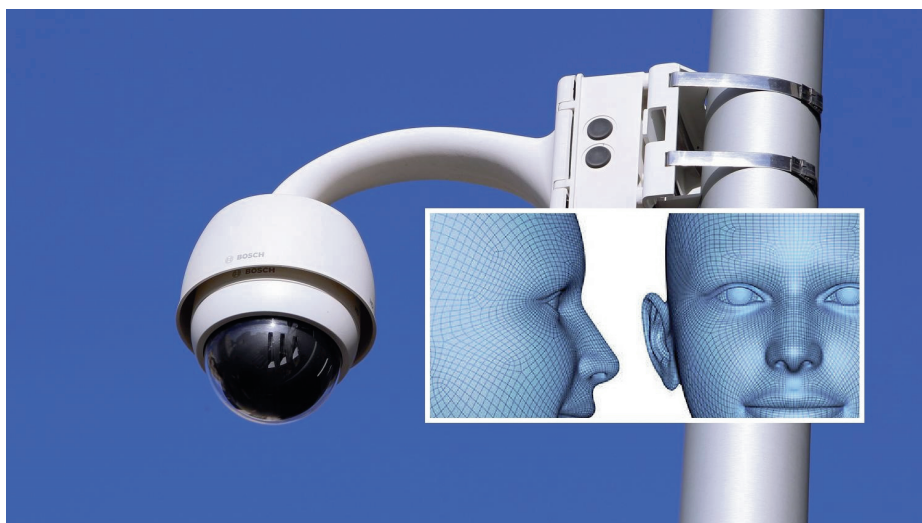
Mais d'ici peu, d'autres approches peuvent faire évoluer fortement les capacités des machines, comme l'informatique quantique qui change l'échelle de la puissance de calcul en la faisant passer de 1 à 1 million. En conséquence, l'apprentissage profond s'en trouvera accéléré et renforcé.

Déjà, la machine avait réussi en 1997 à battre les joueurs d'échec. Mais il s'agissait d'informatique traditionnelle. En 2017, c'est la machine alphago de Google qui a battu le champion de jeu de go chinois. Or alphago est une machine auto apprenante. On entre dans le concept d'émergence : le programmeur réunit les conditions de l'expérience dont il ne maîtrise pas les conséquences puis observe ce qui se passe.

Nous voici au cœur des interrogations politiques et philosophiques actuelles. Si l'on combine une machine de calcul à la puissance infinie avec l'apprentissage de machines auto apprenantes, on réalise une sorte d'hologramme de la pensée humaine. Se pose alors la question de savoir si l'IA peut remplacer l'intelligence humaine ?

Quelles conséquences politiques ?

D'ores et déjà se posent les problèmes de la fiabilité des algorithmes et de



l'attitude des hommes face à l'IA avec les conséquences politiques qui les accompagnent.

Dans son Livre blanc, Bruxelles prévoit un traitement spécifique pour les données qu'elle considère être « à risque » comme celles relatives à la santé de chacun et aux sites de recrutement de personnels. Elle propose de vérifier que les algorithmes ne sont pas biaisés (cf. ci-après), qu'ils ne posent pas de problèmes éthiques ou encore que les données utilisées sont fiables et diversifiées. Pour l'instant, la question du développement de la « reconnaissance faciale » est remise à plus tard ; mais gageons que tôt ou tard, cette technique de flicage va se répandre partout car aucun Etat n'a jamais renoncé à employer une technique susceptible d'accroître son pouvoir. De même, dans cette optique vertueuse d'éthique, gageons que le filtrage des données « qui ne respectent pas les règles » comme le dit le patron de Facebook, Zuckerberg, introduira une censure qui, avec le développement de l'IA, c'est-à-dire des algorithmes, mettra plus que jamais à mal la liberté d'expression. Les lois comme la loi Avia sont là pour laisser entrevoir les chaînes qui ne tarderont pas à se resserrer, d'autant plus que le contrôle des data est en quelque sorte sous-traité aux GAFAM.

En bonne logique, nous pouvons penser que les algorithmes ne peuvent être des inventions qui échappent à l'homme, dans la mesure où c'est l'homme qui les a faits et, qu'à partir de cette base, il peut les maîtriser, en prévoir et analyser le fonctionnement. Mais cela n'est pas possible avec les systèmes connectivistes du fait de leur non linéarité et de leur complexité. Les décisions qu'ils prennent sont de plus en plus difficilement traçables. Surtout, la

décision rendue par un algorithme de machine learning ne peut se justifier autrement que parce qu'elle a été rendue et est, par « nature », la bonne décision. Aucune justification rationnelle et expérimentale ne peut lui être trouvée. Cela relève de l'aporie, c'est-à-dire que la justification de la solution proposée est irréalisable.

Certes, il reste à l'homme la possibilité d'accepter ou de refuser la décision rendue par l'algorithme. Mais alors, nous nous trouvons face à un dilemme : ou bien nous recourons à l'IA parce que nous sommes convaincus qu'elle va nous aider à prendre la bonne décision et que, surtout, la machine va nous donner la seule bonne et unique décision ce qui fait que, dans ce cas, nous ne pouvons que nous y soumettre ; ou bien nous mettons en doute le résultat proposé par l'IA, ce qui revient à soutenir que nous ne pouvons faire confiance au résultat qu'elle nous donne et que, par suite, notre démarche relève de la stupidité et il ne nous reste plus qu'à nous en passer.

Il n'y a pas de possibilité d'admettre un troisième terme, sauf à introduire la notion de discernement : or l'emploi de l'IA conduit à évacuer cette faculté ; ou, plus exactement, elle ne peut apparaître qu'en amont, au moment de la conception des algorithmes, qui s'avère être le nœud du problème.

Par exemple, dans l'armée. Selon un rapport de 2019, l'IA devrait affecter tous les aspects du ministère des Armées, de son administration à la gestion de ses données internes. Ainsi, la ministre Florence Parly a dressé une liste des « axes d'efforts prioritaires ». Parmi eux, l'aide à la décision, le renseignement, la logistique, le soutien et le maintien en condition opérationnelle, le « combat collaboratif », la robotique ou encore la cyberdéfense. Car au-delà du classique

aspect « big-data » qui accompagne souvent la réflexion sur les applications de l'IA dans les administrations, le ministère anticipe des cas concrets qui s'observeront sur les champs de bataille, comme l'emploi d'armes létales programmées. Quel général osera aller contre le verdict de l'IA, réputé plus fiable que son coup d'œil ?

Cela dit, c'est notre libre-arbitre qui se trouve mis en jeu : l'IA altère notre libre-arbitre, voire nous le retire. Comme l'homme commet des erreurs et que la machine est réputée ne pas en commettre, c'est de la déresponsabilisation de l'homme qu'il s'agit. Le « droit » d'apprendre de et par ses erreurs est retiré à l'homme.

On nous vante l'IA en disant que, face à la masse des informations qui nous ensevelit, seules des machines très puissantes sont capables d'opérer le tri et la sélection des informations les plus pertinentes. Il est sûr qu'une telle aide est souvent nécessaire. Mais il reste indispensable que l'homme ait un droit de regard sur les solutions qui lui sont proposées, ce qui va devenir de plus en plus théorique et difficile au fur et à mesure que les données vont augmenter mais surtout que les populations auront une instruction de plus en plus ciblée, de moins en moins généraliste, la seule qui permet d'avoir une ouverture d'esprit assez large pour prendre un recul nécessaire et salutaire avec la technique. Un tel homme, tel que nous pouvons le prévoir à partir de nos observations actuelles, sera un homme ontologiquement diminué.

Le cas de la voiture autonome est emblématique du problème. Avec un tel véhicule, nous ne pourrions que nous assoir à l'intérieur et, une fois notre destination affichée, nous serions prisonniers de cette voiture qui décidera du parcours, des arrêts, de la vitesse et autres paramètres qui interviennent dans la conduite d'un véhicule. Notre degré de liberté, nécessairement réduit dépendra de la conception d'un tel véhicule, à savoir les desiderata des concepteurs, les fonctions qu'ils jugeront utiles de créer, d'activer ou de ne pas activer, etc. ... décisions qu'ils prendront peut-être, sinon vraisemblablement après s'être rangé à l'avis d'algorithmes d'aide à leurs décisions !

Nous allons vers un totalitarisme rampant dans la mesure où c'est l'essence même du politique qui est remise en cause par l'efficacité supérieure et sans pareille que nous offre l'IA. Le politique, c'est la gestion des conflits au sein d'une société ou entre

Etats. L'IA étant réputée supérieure à la rationalité humaine, le conflit n'a plus lieu d'être : les situations floues, ambiguës disparaissent : c'est la machine omnisciente qui va, non pas trancher, mais affirmer la solution, la seule et l'unique possible. Telle est la logique sous-jacente à l'IA.

Vers une société fragilisée

Mais poursuivons. C'est fondamentalement, avons-nous dit, dans la conception des algorithmes que se situe le premier degré du problème. Cela n'a évidemment pas échappé à la sagacité de l'esprit de l'homme. Cela a pris deux aspects : le débat sur l'éthique de l'IA et celui concernant ce que l'on appelle les « biais ».

Pour le premier aspect, ce sont les « 23 principes d'Asimov », du lieu où cette sorte de charte éthique a été publiée. Certes, ce sont de beaux principes, mais aussi creux qu'ils sont beaux. Par exemple, le principe n° 10 énonce que « les systèmes à intelligence artificielle doivent être conçus de telle manière que leurs objectifs et leurs comportements concordent avec les valeurs humaines », c'est-à-dire (principe n°11) les « idéaux de dignité humaine, des droits et libertés, de la diversité » ; nous l'aurons compris, c'est le salmigondis habituel que nous servent les régimes démocratiques, autrement dit l'anti civilisation. D'autres principes, de même acabit, nous parlent de « transparence », de respect des « droits et libertés », d'appel à la « responsabilité des chercheurs ».

Disons-le tout net : cela relève de la morale kantienne, c'est-à-dire de principes qui fluctuent au rythme des modes de la raison déifiée et livrée à elle-même. Par conséquent, nous devons nous attendre à tout et n'importe quoi en matière « d'éthique » et surtout au pire, que nous ne pouvons d'ailleurs imaginer dans un monde d'inspiration satanique. Aussi longtemps que notre monde ne retrouvera pas des fondements aussi solides que les règles de conduite chrétienne, qui transcendent en quelque sorte le bon sens, la juste pensée, nous connaîtrons des errements plus funestes les uns que les autres.

Venons-en à la conception des algorithmes, laquelle est naturellement influencée par le cadre métaphysique que nous venons de rappeler. Comme nous l'avons entrevu, la conception des algorithmes n'est pas neutre. Citons la mathématicienne Catherine O'Neill, tirant les enseignements de son expérience dans plusieurs ouvrages consacrés à la science des données, dont



« Algorithmes : la bombe à retardement » (Weapons of math Destruction), (Ed. Les Arènes, 2018), qui alerte sur la nécessité de contrôler la conception des algorithmes et de prévenir de potentielles dérives des usages des modèles mathématiques qui peuvent devenir des « ADM » (Arme de destruction mathématique). Elle montre comment ces algorithmes sont conçus à partir de « choix éminemment subjectifs, des opinions, voire des préjugés insérés dans des équations mathématiques ». « L'élaboration des modèles prédictifs ne repose pas uniquement sur la collecte de données mais dépend aussi des choix que nous effectuons ... (qui) ne se réduisent pas à des questions de logistique de profit et d'efficacité. Ils revêtent un caractère fondamentalement moral » (p. 324) Et elle dénonce le fait que ces instruments d'évaluation et de notation très puissants se répandent dans tous les domaines et constituent une idéologie en soi, propagée par les pouvoirs publics, les industriels et les géants de l'internet comme Google, Amazon et Facebook. Et nous savons quelle est la base de cette idéologie.

Le nœud du problème consiste donc à détecter les « biais » des algorithmes, c'est-à-dire les postulats, les idées qui président à leur conception et peuvent les fausser, un biais étant « un défaut rendant une série statistique non représentative de la réalité », selon le Larousse. Pourtant, là encore, il ne suffira pas d'effectuer quelques corrections : encore faut-il s'entendre sur ce que sont ces préjugés, ces postulats ; or une fois de plus, tout dépend du cadre métaphysique et intellectuel de ceux qui sont chargés de ce travail et par conséquent des modes intellectuelles. Certes, des travers pourront être éliminés ; mais peut-être pas les plus

gros, ceux dont la grosseur est telle qu'on ne les voit pas, ou plus : à commencer par ceux qui sont à la base de la dérive de notre civilisation. En outre, dans le domaine de l'information, à partir des inévitables « biais », les risques de manipulation de l'opinion seront bien plus grands que les manipulations actuelles, déjà énormes.

Cela dit, on n'échappera pas au principal travers de l'IA, déjà dénoncé : le fait que l'IA donne « la » vérité, la juste décision ; avec sa conséquence immédiate : tout ce qui s'écartera de ce qu'elle énoncera, sera éliminé. Elle va édicter des normes dont l'autorité sera plus forte que n'importe quelle objection et même n'importe quelle loi. En effet, si une machine est réputée infaillible, comment ne va-t-on pas en rendre l'usage obligatoire et ses résultats indiscutables ? Par suite, les entreprises, les Etats les utiliseront et nous en arriverons à une standardisation des comportements, détruisant toute possibilité de liberté humaine puisque, par définition, la liberté humaine sera imparfaite, source d'erreur. D'une certaine manière, déjà, en Chine, les systèmes de surveillance par caméra en sont les prémices d'un monde cauchemardesque. Plus généralement, par souci d'efficacité, de sécurité, on interdira tout comportement, toute façon de faire qui ne sera pas contrôlée, soumise à l'aval de l'IA.

Le fait est grave car cela revient à tuer l'homme et par suite toute vie, à nier et écarter toute possibilité d'imprévu. C'est aussi la mort des sociétés, des civilisations. Celles-ci ne pourront que mourir, d'ailleurs, parce que le risque en aura été éliminé. Or la vie, IA ou pas, est le domaine de l'imprévu. Et une telle société aseptisée préparera moins que jamais les hommes à y faire face. Elle sera donc plus que jamais fragile et menacée d'effondrement, paradoxalement, mais logiquement car l'imprévu arrivera, inévitablement, peut-être même paradoxalement suscité par la volonté de le supprimer.

Prenons garde ! La sauvegarde de notre civilisation - par ailleurs à reconstruire - passera par l'affirmation de la primauté de l'homme sur ses créatures et créations, le comportement de l'homme étant éclairé et nourri par les lois de l'ordre naturel dont le christianisme est l'expression parfaite.

André GANDILLON

Un point sur le chamboulement des retraites

A l'étude du projet de loi sur la réforme du système de retraites, chamboulement, devrions-nous dire, à partir de ce que nous en savons maintenant, il est utile de faire le point.

Les pensions vont diminuer

Cela est inéluctable puisque la part de la richesse nationale consacrée aux retraites restera bloquée à 14 % du PIB. Or, le nombre des retraités va augmenter dans les années à venir ; donc la masse financière à partager restant inchangée, le nombre des parts distribuées augmentant, la grandeur de celles-ci va mécaniquement diminuer. Les économistes de l'OFCE évaluent cette diminution de l'ordre de 20 %.

De plus, la pension ne sera plus basée sur les 25 meilleures années mais sur l'ensemble de la carrière, soit 40 ans en moyenne. Or chacun sait que, normalement, les revenus sont moins élevés en début d'activité professionnelle qu'à sa fin. Mécaniquement, le montant des pensions diminuera.

Il diminuera aussi par le fait qu'il devient de plus en plus difficile d'avoir une carrière complète : les périodes de chômage ne sont pas une rareté et cela obère d'autant le montant des pensions. Ajoutons que, si la situation présente se prolonge, nombre de salariés sont déjà sans emploi bien avant l'âge de retraite légale ... En outre, comme les « petits boulots » se multiplient à la place d'emplois stables, bien des gens seront à la portion congrue.

Les femmes seront pénalisées en matière de droits familiaux puisque les droits liés à la maternité sont supprimés (trimestres par enfant). La majoration de 5 % au premier enfant attribuée à l'un des deux parents au choix n'est pas un progrès, le choix risquant de se faire sur le plus haut revenu du couple, celui du mari, généralement.

La valeur du point, nœud du système

Le montant des pensions va dépendre



de la valeur du point. Sa valeur doit être revalorisée annuellement et devrait suivre « par défaut » l'évolution du « revenu moyen d'activité par tête » à partir de 2045. Or ce « revenu moyen par tête » est un indice qui n'est pas encore établi ! L'Insee doit s'en occuper, mais a priori, cela relève du casse-tête. Une autre option s'offrait pourtant au gouvernement : réévaluer le point selon le salaire moyen, une statistique déjà publiée par l'Insee. Et qui conduirait à une revalorisation plus favorable que celle voulue par l'exécutif. Autrement dit, le gouvernement demande aux députés de lui signer un chèque en blanc ! Chacun appréciera cette méthode pour le moins malhonnête.

Cette malhonnêteté transparaît aussi dans le fait que personne ne pourra savoir à l'avance le montant de sa pension ; seul sera connu le montant des cotisations.

En Suède, où existe un système par points, le niveau des pensions a chuté entre 2000 et 2019 pour s'élever à 53 % du salaire de fin de carrière, contre 60 % en 2000. La valeur du point a baissé de 3 % en 2010, 4,3 % en 2011 et 2,7 % en 2014 ! Voilà ce qui attend les Français.

Une retraite sans cesse retardée

De réforme en réforme, l'âge du départ à la retraite recule. Oh ! Macron est habile : il maintient l'âge légal à 62 ans mais établit un « âge pivot » déterminant pour toucher une retraite à taux plein, âge qui, là encore, mécaniquement, ne va cesser de reculer

puisque la population vieillit et que le pouvoir préfère importer de la main d'œuvre inassimilable et généralement non qualifiée plutôt que de lancer une politique nataliste. Ainsi, celui qui partira à l'âge légal de 62 ans, subira une décote de 10 %.

Notons que ce système ne tient pas compte de la pénibilité des métiers, même si, sous la pression populaire, des aménagements vont être introduit ici ou là. Par exemple, les égoutiers, dont l'espérance de vie est inférieure de 17 ans à la moyenne générale, vont se trouver contraints de prendre leur retraite plus tard, au risque de ne jamais la toucher. Mais ils ne sont que 6000 à 8000 : statistiquement, pour un technocrate, ça ne compte pas !

L'espérance de vie est très inégalitaire selon les conditions de vie, de travail et de revenus. L'écart d'espérance de vie entre un cadre et un ouvrier est de six ans, voire du double pour les métiers exposés ou à risque. Allonger la durée de cotisation, c'est priver du droit à la retraite en bonne santé les salariés les plus modestes. Quant aux salariés les plus qualifiés, qui entrent tardivement dans la vie professionnelle (27 ans en moyenne pour un CDI) c'est la perspective de travailler au-delà de 68 ans (s'ils trouvent du travail) si les années de formation ne sont pas au moins en partie prises en compte.

Les retraités actuels concernés

Certes, la réforme est supposée s'appliquer aux générations nées après 1963. Mais, avec ce projet, les pensions des actuels retraités vont baisser car les pensions resteront indexées sur l'inflation, système moins favorable que l'indexation sur les salaires ; les pensions de réversion sont corrigées à la baisse et en restant sur une logique de non augmentation des recettes, l'évolution des besoins et du nombre des retraités aura nécessairement un effet sur le niveau des pensions actuelles !

Un amateurisme confondant

Pour le reste, rien dans ce projet, n'a été véritablement approfondi. Le Conseil d'Etat a tancé fortement le gouvernement à ce sujet. Notons aussi la volotné du gouvernement de recourir massivement aux ordonnances (les anciens décrets-loi) : 29 sur une « quarantaine de questions », dont des « éléments structurants du nouveau système » comme les moyens de l'équilibre financier en 2027 ou encore les mesures de transition. C'est fort malhonnête car il est demandé aux parlementaires, de se prononcer sur des dispositions dont ils ne peuvent apprécier le contenu.

Une chose est sûre : les régimes excédentaires, bien gérés, vont être siphonnés, leurs cotisants étant en quelque sorte, volés, à commencer par les avocats qui se sont mobilisés pour dénoncer cette sorte de hold up légalisé. Les bénéficiaires des régimes dits spéciaux ont failli être entièrement lésés par rupture unilatérale de contrat de la part de l'Etat. En fait, tant de dérogations ont été accordées au fil de ce qui n'est pas un débat mais un conflit dont la vigueur fragilisera indéfiniment le nouveau régime, que tout donne à penser qu'il va sortir de tout cela un salmigondis législatif illisible.

Quant au régime général, son « trou » va grandir dans la mesure où les personnes bénéficiant des salaires les plus élevés n'y

cotiseront plus, sauf symboliquement, à charge pour eux de se constituer leur pension à travers les fonds de pension, lesquels, d'ailleurs, face à l'appauvrissement prévisible des futurs retraités français vont être assez philanthropes pour leur proposer des contrats dont, tout seigneur, tout honneur, ils seront les premiers bénéficiaires, un certain Blackrock en tête (cf. Militant n°713), dont le patron Jean-François Cirelli, a été récemment décoré par Macron de la Légion d'honneur et dont le directeur général et créateur, Larry Fink, apparaît comme un commensal des salons macroniens !

Emile MALLIEN

L'extrême droite allemande et les attentats

Le 19 février 2019, à Hanau, un Allemand, Tobias Rathjen est allé tuer à bout portant des « migrants ». L'oligarchie politico-médiatique a aussitôt hurlé au crime raciste, s'est effrayée de la résurgence du « racisme, fustigeant « l'extrême droite. Merkel y est allé de son couplet en dénonçant le « poison » du racisme en Allemagne, liant cet acte à d'autres attentats qualifiés d'extrême droite commis dans le pays. Elle a cité ainsi l'assassinat de Walter Lübke, préfet de Kassel qui avait pris fait et cause pour les immigrés contre ceux qui défendent son propre peuple, le mouvement Pegida, depuis lors regroupé avec le parti dit « d'extrême droite », l'AfD qui recueille des succès grandissants aux élections successives.

Une guerre de peuples larvée

Par le passé, d'autres attentats ont été commis par des « nationalistes » allemands - évidemment des « néo nazis » pour le régime en place, tels ceux du nationasozialistische Grundverbund entre 2000 et 2006. Et la presse, la classe politique régimiste ne vit que cette « résurgence du « nazisme », mot utilisé pour stigmatiser ce qu'il faut plus correctement appeler le national-socialisme qu'il est de bon ton de rejeter sur un ton horrifié.

Tout cela est faire bon marché de l'autre versant de ,l'actualité des attentats en

Allemagne, ceux qui sont commis par la gent immigrées, à savoir des masses d'envahisseurs du continent européen, arrivés pour l'essentiel avec la complicité implicite de l'oligarchie régimiste - pour essayer de trouver de la main d'œuvre sous-payée - mais aussi explicite comme ces deux millions de « migrants » que Merkel a fait enter en Allemagne en 25014-2015 en Allemagne, population inassimilable, tant par impossibilité que par volonté.

Merkel travestit la réalité lorsqu'elle a déclaré, ce même 20 février 2019, au nom de la ploutocratie régimiste dont elle est le porte-parole : « Nous nous opposons avec force et détermination à tous ceux qui tentent de diviser l'Allemagne », insistant sur « les droits et la dignité de chaque personne dans notre pays », sans distinction « d'origine ou de religion ». En fait, c'est elle qui crée les ferments de division de l'Allemagne en laissant s'y installer des millions de personnes inassimilables.

La liste est longue : citons, entre autres le 31 décembre 2015, une vague d'agressions sexuelles collectives, de viols, de vols, de braquages menés par des allogènes à travers l'Allemagne, principalement à Cologne, concernant plus de 1000 victimes, mais aussi à Hambourg, Stuttgart, Bielefeld et Düsseldorf principalement, 12 des 16 Länder étant touchés ; pour l'année 2016, une jeune germano-marocaine blesse un policier en gare de Hanovre, le 18 juillet à Wurtzburg, un

demandeur d'asile de 17 ans agresse les passagers d'un train à coups de hache et de couteau faisant 5 blessés, le 25 juillet, à Ansbach, un Syrien réfugié se fait exploser causant 15 blessés ; le 19 décembre à Berlin, un camion lancé dans un marché de Noël à Berlin cause la mort de 12 personnes et fait 56 blessés. Le 28 juillet 2017, à Hambourg, un réfugié attaque au couteau des gens dans un supermarché, causant la mort d'un homme et en blessant six autres... cela sans compter des projets d'attentats déjoués avant qu'ils ne soient mis à exécution.

Gardons l'esprit froid. Ces actes de violence se situent dans le cadre précis d'une lutte de peuples doublée d'un conflit de civilisation, dont les coupables sont les dirigeants des régimes démocratiques de l'Europe carolingienne, lesquels ont pour magistère les tenants d'une idéologie cosmopolite, suscitée par les loges et le judaïsme politique. Partout, dans cette Europe carolingienne, de plus en plus peuplée de populations extra-européennes, l'insécurité se développe avec pour base la coexistence forcée de communautés non miscibles, celles des naturels européens et celles des populations extra-européennes, musulmanes pour une grande part, bien que d'origines diverses à leur tour.

La réaction des peuples envahis

Une telle situation ne peut qu'engendrer une dynamique conflictuelle entre des populations enracinées dans un sol dont elles sont les héritières, qui est leur sol, leur patrie, et des populations qui sont objectivement en position d'invasion. Il est inévitable que ceux des naturels européens qui ont compris que leur existence et celle de leurs enfants était en péril si un tel processus se poursuivait, se révoltent. Cela prend la forme du combat politique, dont la partie la plus visible sont les mouvements dits populistes, qui dénoncent les conséquences du mal être qui en résulte pour la population native, mais vont rarement au fond du problème, jouant le jeu démocratique, donnant des gages au régime, leurs éléments les plus conscients, minoritaires, finissant par être marginalisés.

À côté de ces mouvements de protestation de masse, se trouvent les mouvements nourris de la doctrine nationaliste, certes à des degrés divers selon la rigueur d'analyse dont ils font preuve, mais regroupant peu de monde, dans la mesure où qualité passe, nombre. Néanmoins, menant un combat politique, leur action politique consiste à regrouper, à former des cadres politiques, des officiers politiques, ne menant en principe que des actions politiques efficaces, utilisant au mieux les conditions existantes pour faire avancer le combat de reconquête.

Mais il est aussi des personnes qui sont impatientes et veulent des résultats immédiats. Ne parvenant pas à maîtriser leur douleur de voir leur patrie malmenée, menacée de destruction, ils mènent des actions souvent inappropriées par rapport au contexte existant, comme ces attentats isolés qui répondent objectivement aux agressions perpétrées par des éléments de la population invasive. Pourtant, au fur et à mesure que le phénomène d'invasion migratoire se développe, se renforce, ce type d'actions violentes et sanglantes va se multiplier. Espacées, dans une première période, ils vont se succéder de manière intermittente, parfois rapprochée, parfois distante, mais avec une fréquence toujours plus élevée, jusqu'au moment où, l'état général de la société étant plus que jamais fragilisée, une guerre qualifiée de civile mais qui sera une guerre de peuples se déclenchera avec toutes les horreurs qu'elle implique. Parmi ces acteurs isolés, certains,



comme Breivik, s'en prendront directement à la cause efficiente du mal, à savoir la classe politique, responsable du désastre. D'autres, s'en prendront aux seuls effets, à savoir les populations immigrées, comme à Christchurch en mars 2019, en Nouvelle Zélande.

Dans le cas de Tobias Rathjen, le Manifeste qu'il a laissé avant sa mort ne fait aucune mention au III^e Reich, ni à Hitler, ni aux juifs, n'en déplaisent à ceux qui voudraient le classer dans la catégorie des antisémites forcés. Mais la situation de nos pays, submergés par des populations extra-européennes, trahis par leurs dirigeants eux-mêmes déjantés, produiront de nombreux Rathjen. Des personnes assez intelligentes pour comprendre de nombreux sujets importants, tels que la question raciale ou la trahison de l'oligarchie mais qui, se retrouvant seuls, ou regardant des séries ou des films tous plus désaxés les uns que les autres, deviendront paranoïaques et basculeront dans la déraison.

Ne pas se tromper de coupables

Mais les véritables coupables d'une telle situation sont les membres de l'actuelle oligarchie qui détient le pouvoir et qui, par son aveuglement, son inconsistance, sa lâcheté, un esprit de trahison avéré l'aura laissé naître puis s'installer.

Cette oligarchie au comportement aberrant, sinon criminel, se comporte de manière hypocrite lorsqu'elle dénonce, avec des trémolos dans la voix, les abominables attaques racistes menées par les naturels européens, les

instrumentalisant pour mener son combat de destruction des peuples d'Europe. Elle agit à la manière du pompier pyromane. Et n'oublions jamais de rappeler ce propos de Bossuet selon lequel « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. » [(La citation authentique étant : « Mais Dieu se rit des prières qu'on lui fait pour détourner les malheurs publics quand on ne s'oppose pas à ce qui se fait pour les attirer. Que dis-je ? Quand on l'approuve et qu'on y souscrit. » (Histoire des variations des églises protestantes, livre IV, œuvres complètes, éd. Vivès, p. 145).]

Il ne sert à rien de déplorer ces attentats lorsque l'on n'en traite pas les causes premières, à savoir le processus invasif en cours, tandis que rien n'est entrepris pour assurer le renouvellement des populations d'origine européenne qui n'ont d'autre terre que celle de leurs ancêtres.

Les « migrants » ont des terres d'origine vers lesquelles ils peuvent et doivent retourner. Si les peuples d'Europe sont chassés de leurs terres, ils n'ont d'autre endroit où se rendre, où aller habiter. Ils ont commencé, pour la partie la plus consciente, sous diverses formes, à se battre avec l'énergie du désespoir. Progressivement, d'autres fractions des peuples d'Europe vont les rejoindre, toujours plus nombreuses, parce qu'elles ne veulent pas mourir, trahies par de pseudo élites, méprisantes qui, par leur comportement, se retranchent elles-mêmes des peuples dont elles sont originellement issues. Le mouvement des Gilets jaunes revêt pour une part cette dimension de défense du sol, de la terre natale, de l'identité dont ils sont les héritiers et les transmetteurs aux générations à venir comme ils le sont d'une longue chaîne générationnelle. Mais dans le même temps, des groupes de populations allogènes vont, si ce n'est déjà commencé, s'organiser pour accomplir ce qu'ils considèrent comme leur conquête...

C'est à la lumière de cette dynamique événementielle de lutte des peuples, envisagée sur la longue durée, que les événements de Hanau, ceux qui les ont précédés et ceux qui les suivront, doivent être analysés.

Maurice GUFFROY

Le coronavirus, la peste du mondialisme ?

Lorsque l'on aborde la question de la mondialisation économique et du mondialisme, qui la chevauche, revient la question de savoir quel évènement pourrait y mettre fin. Une crise financière majeure ? Le renchérissement des coûts de transport et une égalisation des tarifs de la main d'œuvre, phénomène en cours, qui la rend inévitablement moins attractive ? Mais une pandémie n'apparaît quasiment jamais. C'est pourtant un facteur qui s'invite avec l'actuelle épidémie du coronavirus, alias Covid 19. Avec le raccourcissement des distances grâce aux moyens de transports rapides dont nous disposons, là où le bacille de la peste avait mis quelques mois pour venir de la mer d'Azov en Europe en 1348, il ne faut plus que quelques heures pour qu'un virus voyage de l'Asie à l'Europe.

Beaucoup d'hypothèses ont surgi à propos de cette épidémie. D'aucuns soutiennent qu'elle fait partie d'un plan lancé états-unis pour d'affaiblir la Chine, concurrent majeur des Etats-Unis mais aussi d'abattre des pays jugés ennemis comme l'Iran... sauf que le dit virus peut faire retour à son expéditeur. Et il est très imprudent d'agir ainsi lorsque l'on sait que les Etats-Unis doivent importer 80 % de leurs médicaments, dont 97 % de leurs antibiotiques. De plus, la téléologie est partout à l'œuvre dans ce genre d'entreprise et il est très hasardeux de la lancer. Certains, signalent qu'en Chine, ces virus existent à l'état nature, qu'il aurait pu aussi sortir d'un laboratoire. D'autres relèvent que les Israéliens travaillent depuis quatre ans sur ce virus en vue d'élaborer un vaccin ...

Le développement d'une pandémie planétaire pourrait aussi servir à créer un mouvement de panique au sein des peuples, par la mortalité ou les infirmités qu'il engendre et les inciter à accepter un gouvernement mondial, et plus précisément un gouvernement tenu par le magistère mondialiste, comme seule et unique solution pour éviter que ce genre de cauchemar ne se reproduise. Pourquoi pas ? On ne prête qu'aux riches. Plus sûrement, le dit virus peut s'être échappé d'un laboratoire, comme celui de la grippe espagnole en 1918.

Cependant, une épidémie de cette nature peut aussi conduire à la fin de la mondialisation, en tout cas sous sa forme actuelle, à savoir le fait d'éparpiller d'un bout à l'autre de la planète la fabrication des pièces entrant dans la fabrication d'un seul objet, mais aussi inciter à tarir les flux de « migrants



», les hommes étant interchangeable pour l'idéologie mondialiste, à l'exception d'un certain peuple.

Jusqu'à présent, l'économie mondiale n'avait pas mesuré les effets des maladies contagieuses sur l'économie. L'épidémie de SRAS en 2003 avait été assez vite circonscrite ; mais parce qu'il tuait rapidement, il était moins contagieux qu'un virus qui tue lentement. Les dommages pour l'économie étaient passés inaperçus car les ruptures d'approvisionnement n'avaient pas eu le temps d'apparaître. De plus, la Chine n'avait pas atteint la puissance économique qui est la sienne actuellement et les délocalisations étaient de moindre ampleur. En 2003, la Chine ne représentait que de 5 à 6% du PIB mondial. Aujourd'hui, c'est trois fois plus.

En Occident, de nombreux pays, à commencer par les Etats-Unis, ne fabriquent plus grand-chose. Il n'y a plus d'industrie de vêtements, de chaussures et si une telle crise se prolonge, les gens risquent de se retrouver en haillons. Les grands centres de consommation vont se retrouver vides de marchandises car les porte-conteneurs chargés de marchandises restent bloqués dans les ports de Chine, tandis que les usines chinoises se retrouvent à l'arrêt. Les problèmes sont identiques pour l'électronique et les matériels de téléphonie et d'informatique. Apple a fermé courant février ses sites de production en Chine. En amont et en aval des usines, les activités de transports, routier, ferroviaire, fluvial, maritime sont anémiées.

Cela va donc affecter la rentabilité des filiales chinoises des groupes étrangers. Apple, Volkswagen, PSA, mais aussi des groupes de distribution comme LVMH qui vont devoir consolider dans leurs comptes mondiaux les pertes subies en Chine.

Par transport maritime, il faut compter deux mois avant que l'on retrouve une situation normale, trois semaines par les

« Routes de la soie », mais celles-ci sont encore peu développées. En outre, en cas de blocages durables, réformer en profondeur une stratégie de production et d'approvisionnement prend plusieurs mois et entraîne des surcoûts considérables. Et si la crise se prolonge, il y aura chômage partiel, licenciements, etc....

Bon, admettons que l'épidémie du Covid 19 s'arrête assez rapidement. Assez vite, sinon très vite, les avertissements et enseignements que cette crise aura mis en évidence seront vraisemblablement vite oubliés par le plus grand nombre d'acteurs économiques et la mondialisation reprendra, à moins que d'autres facteurs, comme les questions de qualité, de coûts de main d'œuvre, de sécurité l'entravent comme cela se passe actuellement.

Mais, n'en doutons pas, une crise épidémique plus grave encore surgira un jour, venant d'on ne sait où et les conséquences socio-économiques seront d'une gravité sans rapport à ce que nous connaissons aujourd'hui.

D'ores et déjà, nous pouvons évaluer combien les Etats occidentaux ont perdu leur indépendance économique et leur souveraineté. Il est urgent de préparer une nouvelle organisation économique du monde dans laquelle les Etats s'efforceront de produire chez eux ce dont ils ont besoin, l'activité agricole étant la première d'entre elles.

Cela suppose que l'Etat retrouve ses prérogatives en matière d'économie avec des stratégies industrielles nationales, de vraies règles du jeu économique et fiscal, complétées par une politique d'aménagement du territoire, avec des infrastructures et la réimplantation d'industries sur l'ensemble du territoire, avec la création ou la reconstitution d'un véritable tissu de PME, cœur vivant d'une économie solide.

Cela s'appelle l'économie orientée au service du bien commun national. Evidemment, un tel discours est inintelligible par les Macron et consorts ...

Albert FOEHR

**Chaque semaine
Lisez RIVAROL
19, Avenue d'Italie
75013 Paris
www.rivarol.com**

Griveaux et la connerie

Georgius chantais : « quand les andouilles voleront, tu seras chef d'escadrille ». Jean Gabin, dans le film « Le pacha » dialogué par Michel Audiard, répliquait à Robert Dalban « quand on mettra les cons sur orbite, t'as pas fini de tourner ». Benjamin Griveaux me semble avoir le choix entre la promotion de Georgius et la prédiction de Gabin/Audiard.

Bon, nous savons que le personnel politique peut avoir des mœurs déréglées, des mœurs bizarres. Sous la III^e République, Louis Barthou avait été surnommé « bartoutou » par Léon Daudet parce qu'il aimait se faire traîner en laisse dans les maisons closes qu'il fréquentait. Griveaux, lui, joue les satyres en se filmant complaisamment et en envoyant ses œuvres vidéastes à une personne qu'il a connue galamment. A l'évidence, le personnage n'a pas toute sa tête, en tout cas, pas celle du chef politique qu'il aspire à devenir. Il a semé ce qu'il récolte.

Dès lors, il est le seul coupable de ce qui lui arrive médiatiquement lorsque la destinataire de la vidéo la laisse échapper.

Or, contrairement au bon sens, c'est toute la politiciaille de service qui pousse des cris horrifiés à la violation de la vie privée du sieur Griveaux, feignant d'ignorer que l'individu concerné n'avait pas à se conduire avec une telle imprudence et que, juridiquement, un courrier appartient à celui qui en est le destinataire.

C'est à penser que toute cette classe politique se vautre dans des mœurs déréglées - dont, tel un iceberg, on ne connaît que la partie émergée - et peu conformes à l'exemple que l'on est en droit d'attendre de gens qui veulent qu'ont les considèrent comme des élites et donc des modèles.

Griveaux a eu au moins un instant d'intelligence : il avait dit le 17 juillet 2019 au Point : « Chaque jour, il y a un abruti qui dit qu'il veut être maire de Paris ». Il parlait d'or en ce qui le concerne.

Au point que tout ce petit monde a réclamé que Piotr Pavlenski, l'auteur de la publication de la vidéo incriminée, ayant le statut de réfugié politique, soit expulsé pour cet acte qui semble être pire qu'un crime abominable. Moi, je veux bien qu'on l'expulse ; mais après bien d'autres réfugiés qui font bien pire, ce que le régime se fait pas, à commencer par les envahisseurs illégaux dénommés « migrants ».



Tout cela me donne la nausée. Quand va-t-on nettoyer la France de ce régime, comme Hercule a nettoyé les écuries d'Augias ?

Un florilège de citations à ne pas oublier

Oligarchie régimiste, toujours. J'ai relevé les citations suivantes qui nous donnent une petite idée de la trahison du personnel politique, du magistère républicain et de l'islamosphère adoubée par leur République. C'est du plus haut intérêt.

Citons d'abord le personnel politique qui est dans une logique délibérée de trahison par déni de réalité :

« Il est temps d'en finir avec cette idée inacceptable de "Français de souche" » (J.L. Mélenchon, 03 février 2016). Et lui, il est quoi ?

« Contrairement à ce que certains disent, nous ne sommes pas confrontés aujourd'hui à une vague d'immigration » (E. Macron, le 17 septembre 2019) : oh ! Ce n'est pas une vague, c'est la marée !

Il y a ceux qui acquiescent à notre mort programmée :

Ainsi, le sieur Delevoye, cumulard patenté de sinécures :

« Il faudra 50 millions de populations étrangères pour équilibrer la population active en Europe, d'ici 2050 » (J.P. Delevoye, le 30 novembre 2019)

Il ne faut pas oublier le magistère très protégé de leur République dont les propos se passent de commentaires :

« Le projet de l'extrême droite est politiquement plus dangereux que celui du djihadisme » (Raphaël Glücksman, Libération, 14 mars 2015)

« Les villages retrouveraient une vie, si on y installait des réfugiés » (J. Attali, RMC, Les grandes Gueules, 30 août 2017)

« Un père, ça peut être une femme, évidemment » (Agnès Buzyn LCP, 24 septembre 2019)

Il y a aussi ceux dont j'ai du mal à saisir s'ils sont bêtes et/ou stipendiés :

« Un Afghan qui rêve de vivre en France est davantage Français qu'un Français qui veut l'en empêcher » (Yan Moix, Dehors, Grasset - France Info, 5 juin 2018), qui a par ailleurs déclaré :

« Heureusement que l'islam existe, sinon il y aurait beaucoup plus de problèmes » (RMC, 30 octobre 2019)

« Dès qu'il est question d'un référendum populaire, Hitler et Mussolini ne sont pas loin » (Jean-Cl. Carrière, 20/12/2018, écrivain)

Il y a aussi les incultes : « Je suis comme Saint Thomas d'Aquin, je ne crois que ce que je vois » (Sibeth Ndiaye, 4 avril 2019), confondant le Docteur angélique et l'apôtre ...

Il y a enfin les conquérants qui ne dissimulent pas leurs intentions :

« Nous voulons faire de notre centre de Poitiers, une nouvelle étape de la conquête musulmane » (Boubaker El-Hadj Amor, imam de la mosquée de Poitiers 18 septembre 2019)

« On devrait gazer tous les Blancs, cette sous-race » (Hafsa Askar, la vice-présidente de l'Unef (29 décembre 2017)

« Nous les musulmans, nous ne sommes pas dans un projet d'assimilation » (Yassine Bellatar 27 octobre 2019, "humoriste")

Mais je crois que je vais attendre longtemps qu'on leur fasse des procès pour incitation à la haine, à la discrimination, dont on accable ceux qui affirment que la France est une nation blanche et chrétienne et doit le rester.